Festival international médias Nord Sud – Genève
11 octobre 2005
Discours de Mme la conseillère fédérale Micheline CALMY-REY

C'est un honneur et un plaisir d'être parmi vous ce soir. Le Festival Nord-Sud s'impose comme un lieu d'échanges et de débats sur les enjeux essentiels pour le développement. Au surplus, je suis très heureuse que vous ayez choisi, cette année, de vous consacrer à la problématique du développement de la Chine et de son impact global. Cela répond à mon souhait de voir les questions de politique extérieure devenir plus présentes en Suisse.
Pays le plus peuplé de la terre, pays fascinant, pays en transition, la Chine est un assemblage complexe de contrastes et de contradictions: contrastes entre une partie orientale en développement rapide et une Chine intérieure riche en matières premières, pauvre en infrastructure et peu développée; contrastes entre une volonté déterminée de s'ouvrir sur le monde et un strict contrôle des médias et des publications; contrastes entre la volonté affichée de développer la règle de droit, la transparence du gouvernement, et les atermoiements dans les réformes politiques; contrastes, enfin, entre un régime qui proclame son attachement inexorable aux principes du marxisme-léninisme, et le développement d'un capitalisme qui peut paraître sauvage où des fortunes colossales se bâtissent.

Ces contrastes font de la Chine un kaléidoscope où l'on peut trouver à peu près tout ce que l'on y cherche.

Eldorado économique ? La Chine est considérée comme un paradis pour de nombreux entrepreneurs. Respect des droits humains? La Chine offre de quoi alimenter des rapports volumineux sur le sujet. Tensions sociales? Elles sont partout, qu'il s'agisse des inégalités dans les agglomérations, des disparités entre provinces riches et pauvres, d'une population migrante de 150 millions de travailleurs cherchant dans les villes de quoi améliorer leur existence, qu'il s'agisse encore d'ouvriers réduits au chômage en raison du marasme des grandes entreprises d'Etat.

Contrastes. On ne peut qu'être frappé par les progrès extraordinaires effectués par la Chine depuis une dizaine d'années. En vingt ans, des villes comme Shanghai, Pékin et même Guangzhou, se sont complètement transformées. Le pays a construit un réseau d'infrastructures impressionnant. Aéroports, autoroutes, lignes de chemin de fer, téléphones, internet, les éléments d'une économie moderne ont commencé à être mis en place. Grâce à cette politique, grâce à la réalisation persévérante d'une stratégie économique cohérente, la Chine a créé des dizaines de millions d'emplois, restructuré des industries entières, sorti plus de 300 millions de personnes de la pauvreté absolue, pour devenir en quelques années l'un des principaux centres industriels du monde. La Chine est ainsi

- la sixième économie mondiale
- la troisième nation commerçante du monde
- le troisième récipiendaire d'investissements directs étrangers au monde
- la deuxième réserve de devises.

Et ce pays connaît un taux de croissance moyen de plus de 9% par an depuis bientôt deux décennies.

Ces progrès économiques ont une portée de plus en plus évidente. Avec la mondialisation des échanges commerciaux et des flux financiers, la planète est devenue une seule et même économie au sein de laquelle la Chine occupe une place centrale par le nombre de ses travailleurs. Le développement de la Chine a provoqué l'arrivée de 7 à 800 millions de personnes sur le marché globalisé du travail, augmentant la main d'œuvre disponible à l'échelle mondiale, abaissant les coûts du travail et changeant le rapport de force global entre le facteur "travail" et le facteur "capital".

La mobilité des travailleurs du monde est toutefois moins aisée que celle des capitaux. Les capitaux ont donc pris massivement le chemin de la Chine. L'année dernière, la Chine a reçu plus de 60 milliards de dollars d'investissements directs étrangers.

Dans les pays développés d'Europe, d'Asie ou d'Amérique, la conséquence la plus visible et la plus médiatisée de l'intégration de la Chine sur la scène économique mondiale est sans doute celle des délocalisations. Nombre de multinationales ont transféré leur production en Chine et ont par là contraint des petites et moyennes entreprises sous-traitantes à les suivre. Les travailleurs dans nos

pays sont confrontés à cette concurrence globale à l'heure même où le modèle de l'Etat social européen d'après-guerre est en question. Retraite anticipée, chômage, aide sociale font partie de notre cadre de vie.

« L'atelier du monde » qu'est devenue la Chine crée aussi chez nous une double dépendance: dépendance face aux usines chinoises qui monopolisent parfois la fabrication de certains biens et dépendance face aux transporteurs qui acheminent biens, produits semi-fabriqués et matières premières de et vers la Chine.

Reste quand même, Mesdames et Messieurs, que la balance de nos échanges avec la Chine est favorable à la Suisse: la Suisse exporte aujourd'hui plus de biens et de services vers la Chine qu'elle n'en importe.

La concentration des investissements en Chine n'est pas sans effet chez nous. Elle en a aussi dans les pays en développement, qui subissent un tarissement des investissements directs étrangers, ce qui contribue à aggraver les problèmes auxquels ils sont confrontés.

La prodigieuse croissance chinoise induit également une consommation croissante de matières premières et de ressources énergétiques. Ces modifications structurelles des marchés mondiaux contribuent à provoquer des hausses de prix notables. Si ces hausses de prix sont supportables pour nos économies, elles plongent souvent les pays en développement dans des situations difficiles, mettant en danger l'approvisionnement de leurs industries nationales encore fragiles. Le risque qu'à terme l'économie globale se concentre sur le triangle Europe - Amérique du Nord - Extrême Orient est fort, et marginalise les autres régions du monde.

Contrastes encore. Car je dois à la réalité de dire, Mesdames et Messieurs, que la Chine n'est plus seulement une concurrente pour certains pays en développement, mais également un partenaire commercial et un investisseur apprécié. En Afrique, la Chine a fortement accru sa présence économique et on estime que les échanges commerciaux se sont élevés en 2004 à 20 milliards dollars alors que les investissements directs chinois atteignaient dans le même temps 900 millions de dollars. L'accroissement des investissements chinois dans certains pays en voie de développement laisse augurer d'une véritable politique de coopération sud/sud, tout particulièrement à destination de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud-Est.

L'importance économique, démographique et stratégique de la Chine, la taille et la gravité des enjeux nous impose de regarder les choses en face, afin de nous permettre d'en faire une analyse convenable et d'en tirer des enseignements pour l'avenir. Les défis posés par ce pays dans des domaines tels que la protection de l'environnement, le développement durable, les ressources énergétiques ne concernent pas seulement la Chine, mais la planète entière.

Mesdames et Messieurs, la Chine axe sa politique extérieure sur la défense de ses intérêts nationaux, comme nous le faisons tous. Son approvisionnement en énergie fait partie de cette politique étrangère, et cela dans une sphère d'influence de plus en plus étendue.

Le Soudan donne un bon exemple : des entreprises chinoises y détiennent des concessions importantes de l'exploitation pétrolière. Cette situation s'est reflétée concrètement dans les positions qu'a prises la Chine au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la question soudanaise. L'approvisionnement énergétique national entrant dès lors en concurrence avec la promotion de la paix et la sauvegarde des droits humains. Cette attitude n'a pas été sans répercussions sur la capacité d'action de la communauté internationale dans la crise du Darfour et donc sur la stabilité de la région. La Chine a, du fait de son importance et de son statut de puissance émergente, une plus grande responsabilité en matière de sécurité, de paix et de protection des droits humains dans le monde. Nous l'encourageons à intégrer ces préoccupations dans la définition de ses intérêts à long terme, et cela d'autant qu'elle bénéficie du statut de membre permanent au Conseil de sécurité.

On le voit, la question du développement ne saurait être appréhendée en des termes purement économiques. L'individu concerné par le développement ne se préoccupe pas que de son seul bien-être matériel, il se préoccupe encore de sa sécurité, de la préservation de son environnement énergétique, écologique, de l'harmonie de son milieu social, du respect de ses droits fondamentaux et de sa capacité à contribuer aux prises de décision affectant son avenir. Je suis convaincue que les

Etats et les organisations internationales ne sont pas démunis face à ces évolutions. Ils disposent d'instruments et ont les moyens de s'opposer aux conséquences les plus destructrices et peuvent lancer des initiatives pour une mondialisation socialement juste, écologiquement durable et politiquement légitime. La Chine fait partie de ces organisations internationales, des Nations Unies, de l'OMC depuis 2001, et je suis convaincue qu'elle a un rôle crucial à jouer et qu'elle jouera un rôle de plus en plus important dans tous ces domaines, et ce autant à l'intérieur de ses frontières que sur la scène mondiale.

Dans ce contexte, la question des droits humains est une question clef du dialogue entre la Chine et l'Occident. Il me semble que ce dialogue souffre toujours de quelques péchés originels qui l'ont marqué dès le début: s'étant développé après la crise politique de Tiananmen, alors que le parti communiste passait par l'une des épreuves les plus difficiles depuis 1979, le régime abordait cette question avec des sentiments d'amertume et d'humiliation, ce qui ne favorisait guère le dialogue. Un dialogue bilatéral avec la Suisse en matière de droits humains a été lancé en 1991, faisant de la Suisse le plus ancien partenaire de la Chine dans ce domaine. Le rapport coût/bénéfice de ce dialogue est difficile à évaluer. Là encore, les contrastes sont évidents.

La Chine a fait de notables progrès en matière de standards de droits humains ces dernières années. Elle a signé les 2 Pactes, celui sur les droits économiques, sociaux et culturels ainsi que celui sur les droits civils et politiques. Sa constitution garantit depuis l'année dernière explicitement la protection des droits humains. Elle a déjà ratifié le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et a bien progressé dans sa mise en œuvre. Divers signes laissent à penser que la Chine souhaite également ratifier le Pacte sur les droits civils et politiques avant les jeux Olympiques de 2008.

Il faut donc rendre hommage à ces progrès, mais il reste encore du chemin à parcourir en matière de protection des droits humains. Des forces réformatrices travaillent activement à changer les choses dans ces domaines. Nous les soutenons au travers du dialogue sur les droits humains, et les assistons de nos capacités et compétences.

Nos partenaires chinois font preuve d'un vif intérêt dans le domaine des rapports entre activités économiques et droits humains. De plus en plus de Chinois prennent conscience du lourd tribut écologique et social que devra payer le pays s'il poursuit sur la voie d'une croissance effrénée. Les uns sont d'avis qu'il conviendrait de s'isoler davantage du reste du monde. D'autres misent plutôt sur une croissance qualitative dont les droits humains représenteraient naturellement un excellent cadre de référence : un développement garantissant le droit au travail, à la santé, à l'éducation, au logement, supprimant le travail des enfants et le travail forcé serait un facteur de stabilité, de cohésion sociale et d'harmonie - notion essentielle dans la culture chinoise. C'est pourquoi nous allons continuer à nous concentrer dans notre travail avec la Chine sur les liens entre économie et droits humains, notamment avec le concours des entreprises suisses présentes en Chine.

L'ouverture et le développement se sont aussi manifestés dans le domaine touristique, mais aussi culturel, notamment le cinéma et les art plastiques. Ils commencent également à apparaître dans le domaine des sciences, notamment de la biologie, comme en témoignent les nombreux projets de coopération entre universités et instituts de recherche chinois et étrangers. Touchant au monde intellectuel, la Chine reste encore une espèce de *terra incognita* pour l'Occident. Que sait-on en Occident des débats d'idées en Chine? Combien d'Européens, même de journalistes, ont eu la curiosité de visiter des librairies chinoises? Le débat d'idées revit en Chine et les espaces de liberté personnelle et de parole s'élargissent pour les intellectuels chinois.

Mesdames et Messieurs, la Suisse a reconnu la République populaire de Chine le 17 janvier 1950. Cette rapidité nous vaut jusqu'à aujourd'hui une bonne relation avec la Chine. L'ancienneté de notre démocratie, nos traditions de neutralité devraient nous inciter à nous demander si la Chine ne mérite pas une plus grande attention, une plus grande compréhension de son système politique. Son évolution récente, la gestion des masses humaines aux dimensions de la population chinoise, et surtout le succès de sa politique de développement économique, ne peuvent manquer de nous interroger sur notre façon de concevoir l'ordre politique, sur notre concept de la démocratie. La Chine est encore en transition. C'est dire qu'elle n'a pas fini de développer son potentiel, de nous interpeller par ses contrastes, et qu'elle n'a pas fini de nous livrer ses secrets.